



## 2006-2011 : malgré la crise, l'emploi progresse dans l'aire urbaine de Lyon

Entre 2006 et 2011, l'emploi dans la région a bien résisté par rapport à l'ensemble des régions métropolitaines. Si l'industrie perd des effectifs, la construction et le tertiaire permettent d'enregistrer un gain net sur l'emploi total. Lyon et Grenoble se caractérisent par leur dynamisme. Au sud de l'axe Lyon-Grenoble, certains territoires connaissent des situations plus difficiles, comme Saint-Étienne, Roanne ou Annonay, alors que d'autres villes tirent leur épingle du jeu (Montélimar, Valence, Aubenas). Au nord de cette ligne, l'espace savoyard présente une situation de l'emploi dynamique, malgré les difficultés des petites villes à vocation très industrielle comme Oyonnax, Cluses, ou encore Saint-Jean-de-Maurienne. Les couronnes périurbaines des grandes villes connaissent une croissance importante de leur emploi tertiaire.

Serge Maury, Philippe Bertrand (Insee)

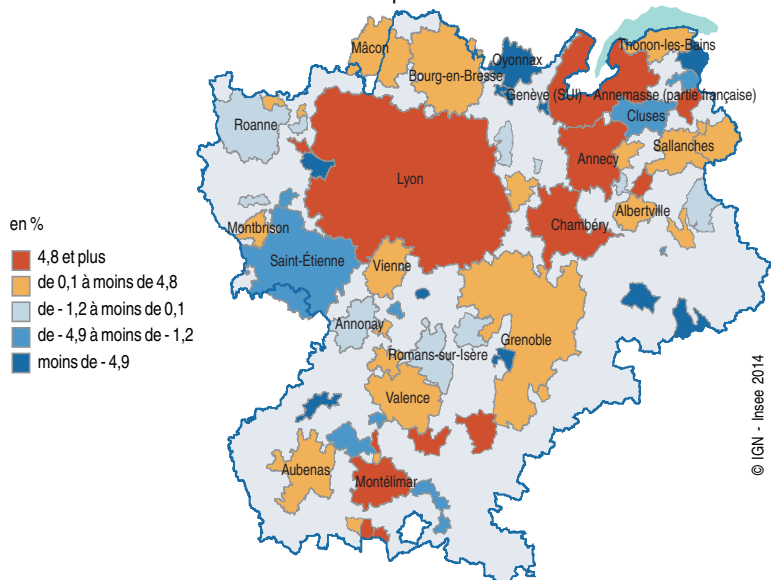
En 2011, la région Rhône-Alpes compte 2 617 300 emplois. Depuis 2006, la situation y est plus favorable qu'en France métropolitaine : le nombre d'emplois a augmenté de + 3,4 % contre + 1,9 %. Par son dynamisme en termes d'emploi, Rhône-Alpes arrive ainsi juste après quatre régions, toutes situées au sud du pays : la Corse (+ 11,3 %), le Languedoc-Roussillon (+ 6,2 %), l'Aquitaine (+ 4,1 %) et Midi-Pyrénées (+ 3,9 %). À l'autre extrémité, les régions qui perdent des emplois sont situées dans le grand nord-est : Picardie (- 1,3 %), Lorraine (- 1,4 %), Franche-Comté (- 1,6 %) et Champagne-Ardenne (- 2,6 %).

### L'emploi industriel baisse fortement

Si Rhône-Alpes gagne globalement des emplois, la situation est cependant très différente d'un secteur économique à l'autre. La crise économique est d'abord

1 Entre 2006 et 2011, Lyon et les grandes aires urbaines de Savoie connaissent une hausse notable de l'emploi

Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011

une crise de l'industrie. Dans ce secteur, toutes les régions de métropole (hormis la Corse) ont perdu des emplois entre 2006 et 2011. Aujourd'hui, 16 % des emplois occupés en Rhône-Alpes relèvent de l'industrie, contre 13 % pour l'ensemble de la métropole.

Dans d'autres secteurs, notamment dans la construction et le tertiaire, la situation est plus favorable. Entre 2006 et 2011, 18 000 emplois ont été créés dans la construction (+ 10 %), et 124 000 dans le tertiaire (+ 7 %). Malgré ces évolutions positives, l'impact de la crise se ressent également dans ces secteurs.

Entre 2006 et 2011, la progression de l'emploi a été moindre que celle de la population active. Cette dernière progresse de + 5,4 %, tirée non seulement par la hausse démographique mais aussi par l'augmentation du taux d'activité des femmes. Conséquence de ces évolutions différentielles, le chômage progresse, en particulier pour les 25-54 ans ; en 2011, 9,4 % se déclarent sans emploi (contre 8,6 % en 2006). Cette part reste cependant plus faible qu'au niveau métropolitain (10,6 %).

### Les couronnes des grandes aires urbaines connaissent la plus forte croissance en Rhône-Alpes

Près de la moitié de la population active française se concentre dans les quatorze très grandes aires urbaines métropolitaines, parmi lesquelles figurent celles de Lyon et de Grenoble. Ces très grandes aires urbaines représentent 95 % de la croissance de la population active entre 2006 et 2011, confirmant une forte métropolisation.

En Rhône-Alpes, la croissance de l'emploi bénéficie aux deux très grandes aires urbaines (Lyon et Grenoble), mais l'aire

de Lyon se démarque de celle de Grenoble : la première compte pour 38 % de l'emploi rhônalpin et pour 62 % de sa croissance entre 2006 et 2011 ; la seconde contribue à 11 % de l'emploi régional mais à seulement 9 % de son évolution. Les autres grandes aires sont également dans une position favorable : elles enregistrent, en moyenne, une hausse de 2,1 % de l'emploi ; c'est plus qu'au plan national (+ 0,8 %).

Dans toutes les aires urbaines, ce sont les couronnes périurbaines qui tirent le mieux leur épingle du jeu. Dans celles-ci, l'emploi a augmenté de + 5,4 %, principalement grâce aux activités présentes du tertiaire. Bien qu'en retrait par rapport au dynamisme périurbain, les créations d'emplois sont aussi marquées dans le cœur urbain des grandes villes de la région (+ 3,4 % dans les pôles urbains). Du reste, le chômage des actifs âgés de 25 à 54 ans, lesquels constituent le noyau dur de la population active, est nettement moins élevé en couronne périurbaine que dans les centres (6,7 % contre 10,8 %) ; l'augmentation du chômage y a été moindre en cinq ans (0,5 point contre 1 point).

Dans les espaces urbains plus petits (moyennes et petites aires), la tendance est plutôt négative : le nombre d'emplois y diminue en moyenne (- 0,8 % dans la région comme en France métropolitaine).

### Lyon, moteur de la création d'emploi en Rhône-Alpes

En Rhône-Alpes, l'aire urbaine la plus étendue et la plus peuplée est celle de Lyon. Elle englobe une partie de l'Ain et du Nord-Isère et se caractérise par un dynamisme démographique et économique d'ensemble. Entre 2006 et 2011, la population des 25-54 ans y a augmenté notablement (+ 3,1 %) tout comme la population active correspondante. L'emploi, quant à lui, a

progressé plus fortement encore (+ 5,7 %), classant Lyon au quatrième rang des très grandes aires urbaines de province en forte croissance, derrière Montpellier, Toulouse et Nantes.

Comme ailleurs, Lyon et ses alentours ont perdu de nombreux emplois industriels (- 12 500, en baisse de - 8 % contre - 11 % en moyenne régionale). Les créations dans le tertiaire (+ 59 400) ont toutefois largement compensé ces pertes. Dans la construction, le "boom" observé (+ 14 % entre 2006 et 2011) résulte du dynamisme démographique et de l'attractivité économique, notamment vis à vis des cadres : la perte d'emplois industriels et les fortes créations dans le tertiaire entraînent en effet une "gentrification"<sup>1</sup>, visible, en particulier, dans le cœur de l'aire urbaine : parmi les 25-54 ans, la part des cadres passe de 21 % à 23 % (pour un effectif total en 2011 de 132 000 cadres) tandis que celles des ouvriers et des employés rétrécissent (de 1,3 point et de 1,1 point respectivement). Ces deux catégories représentent 97 000 et 144 000 personnes. Dans les communes périurbaines, les évolutions et le profil sociologique sont moins marqués : la part des cadres y est moins élevée (14 %) ; elle augmente dans de plus faibles proportions, tandis que les ouvriers sont relativement plus présents (24 % contre 17 % dans le centre urbain).

### Une situation favorable pour Grenoble, mais une forte désindustrialisation de sa couronne périurbaine

La deuxième aire urbaine de la région, celle de Grenoble, présente un profil d'évolution différent de celle de Lyon. Entre 2006 et 2011, la population des 25-54 ans est en recul (baisse de - 1,0 %) ; ce phénomène touche l'agglomération (- 1,8 %), mais épargne les communes périurbaines (+ 1,2 %). Pour l'emploi en revanche, la situation est homogène et favorable : + 2,7 % à la fois dans l'agglomération et dans le périurbain.

Dans l'aire de Grenoble, les pertes d'emplois industriels sont particulièrement importantes (- 14 %). Elles touchent de plein fouet la couronne périurbaine : entre 2006 et 2011, plus du quart des emplois du secteur (- 27 %) y ont été perdus. Mais le périurbain grenoblois est aussi marqué par de fortes créations d'emplois dans le tertiaire, notamment dans le commerce, les transports et les services divers (+ 24 %). La désindustrialisation marquée et l'importance des secteurs à forte valeur ajoutée expliquent la part croissante des cadres et le moindre poids des milieux populaires. L'aire urbaine de Grenoble est la quatrième de France métropolitaine pour la part des cadres dans la population

## 2 Entre 2006 et 2011, les évolutions de l'emploi et de la population active sont moins favorables dans les aires à vocation industrielle

Principaux indicateurs dans les plus grandes aires urbaines de Rhône-Alpes

| Grandes aires urbaines de Rhône-Alpes       | Emploi total en 2011 | Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011 |             | Part de l'industrie en 2011 | Évolution de la population de 25 à 54 ans active de 25 à 54 ans entre 2006 et 2011 |            |
|---|----------------------|--|-------------|-----------------------------|--|------------|
|   |                      | en %   | en %        |                             | Évolution de l'emploi industriel en %  | en %       |
| <b>Très grandes aires urbaines</b>          | <b>1 284 268</b>     | <b>5,0</b>                                       | <b>15,1</b> | <b>- 9,5</b>                | <b>2,1</b>   | <b>3,4</b> |
| Lyon  | 983 391              | 5,7  | 14,9        | - 7,9                       | 3,1  | 4,4        |
| Grenoble                                    | 300 877              | 2,7  | 15,7        | - 14,3                      | - 1,0  | 0,3        |
| <b>Autres grandes aires urbaines</b>        | <b>990 227</b>       | <b>2,1</b>                                       | <b>16,7</b> | <b>- 12,9</b>               | <b>1,4</b>   | <b>2,7</b> |
| Saint-Étienne                               | 195 417              | - 2,3  | 18,1        | - 16,5                      | - 3,1  | - 2,3      |
| Anancy                                      | 100 700              | 5,5  | 14,1        | - 14,2                      | 2,2  | 4,0        |
| Chambéry                                    | 97 036               | 6,4  | 11,8        | - 3,5                       | 1,5  | 3,2        |
| Valence                                     | 81 328               | 4,0  | 15,0        | - 9,5                       | - 1,1  | 0,1        |
| Genève (SUI) - Annemasse (partie française) | 74 706               | 8,2  | 10,7        | - 13,8                      | 13,0   | 15,7       |
| Bourg-en-Bresse                             | 54 495               | 1,7  | 15,9        | - 7,5                       | 1,3  | 1,6        |
| Mâcon                                       | 46 253               | 2,6  | 15,7        | - 8,0                       | 0,7  | 0,9        |
| Vienne                                      | 42 570               | 1,4  | 18,3        | - 7,6                       | - 0,7  | 0,6        |
| Roanne                                      | 42 390               | - 0,4  | 18,2        | - 21,2                      | - 2,4  | - 2,2      |
| Cluses                                      | 40 035               | - 3,8  | 33,1        | - 21,6                      | 3,9  | 4,1        |

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011

active des 25-54 ans. En 2011, au cœur de l'agglomération, les cadres représentent 25 % de la population active (contre 22,5 % cinq ans auparavant). Dans la couronne, les cadres sont également nombreux : 21 % en 2011 ; leur part augmente de façon notable en cinq ans (+ 1,8 point). La part des chômeurs parmi la population des 25 à 54 ans se monte à 9 % (en augmentation de + 0,7 point par rapport à 2006).

### Saint-Étienne, un espace en crise

Au sud de l'axe Lyon-Grenoble, les territoires connaissent généralement des situations plus difficiles. C'est notamment le cas de Saint-Étienne, dont l'aire urbaine présente les traits d'un territoire industriel durement frappé par la crise. La population des 25-54 ans y diminue de - 3,1 %, le nombre d'emplois baisse de - 2,3 %. La crise économique touche essentiellement le cœur urbain de l'agglomération stéphanoise, les campagnes et petits bourgs environnants étant relativement épargnés. Ainsi, un cinquième des emplois industriels ont été détruits dans le cœur urbain de Saint-Étienne. La crise de l'emploi entraîne une forte augmentation du chômage : la part des sans emploi passe de 11,6 % à 13,2 % pour les 25-54 ans. Le chômage des jeunes atteint un haut niveau : 30 % des actifs de 15 à 24 ans résidant dans l'agglomération stéphanoise sont touchés.

La structure socioprofessionnelle de la population active de l'aire urbaine de Saint-Étienne se démarque fortement de celles des grandes aires urbaines françaises. Parmi les 25-54 ans, la part des cadres (12 %) est plus modeste et n'a pas beaucoup augmenté (+ 0,7 point). Celle des ouvriers, à l'inverse, reste à un niveau significatif (26 %).

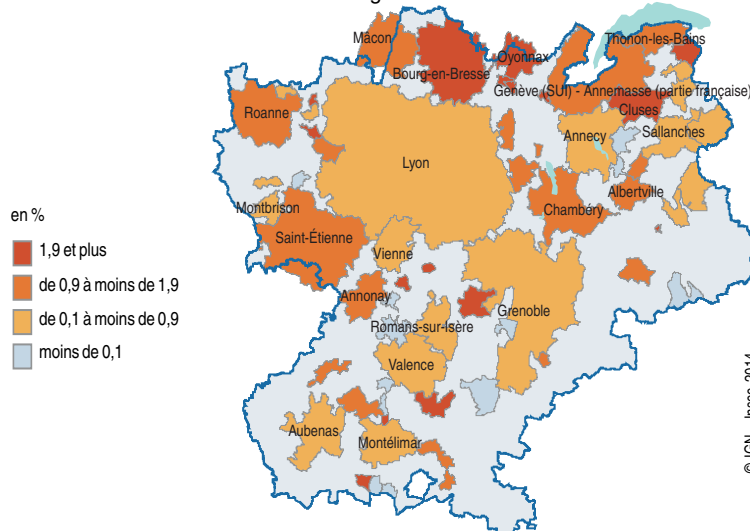
Moins grande, l'aire urbaine de Roanne présente un visage similaire à celle de Saint-Étienne : plus d'un cinquième des emplois dans l'industrie ont été perdus en cinq ans ; le chômage des 25-54 ans atteint 11 % en 2011.

Les aires de Tarare et de Saint-Marcellin subissent également la crise. Dans la première, près du quart des effectifs industriels disparaissent entre 2006 et 2011 ; la population des 25-54 ans diminue de - 3,9 %, l'emploi recule de - 8,0 %. Dans la seconde, la désindustrialisation conduit à une baisse de l'emploi total de - 6 %.

Dans la Loire, Montbrison bénéficie d'une situation économique relativement favorable (+ 2,2 % de créations d'emplois entre 2006 et 2011). De fortes pertes d'emplois industriels (- 12 %) sont compensées

### 3 Le chômage augmente peu à Lyon et Grenoble, mais il se développe à Saint-Étienne

Évolution du taux de chômage entre 2006 et 2011



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011

### Destins contrastés dans la Drôme et en Ardèche

Au sud de la région, la Drôme et l'Ardèche présentent des visages multiples. Dans l'aire de Valence, la population des 25-54 ans baisse (- 1,1 %), mais l'emploi total augmente (+ 4,0 %). Les destins de l'agglomération valentinoise et de sa couronne périurbaine sont contrastés. L'emploi croît à hauteur de + 16 % dans les environs de Valence, ce qui manifeste une forte croissance de tous les secteurs, y compris de l'industrie (+ 14 %). Inversement, dans le pôle urbain, l'emploi industriel chute de - 13 %. Plus au sud, Montélimar se trouve dans une configuration favorable : à part l'agriculture, tous les secteurs progressent, pour une croissance de l'emploi total de + 6,8 %.

En Ardèche, les villes d'Annonay et de Privas perdent des emplois. La première est un bassin industriel traditionnel

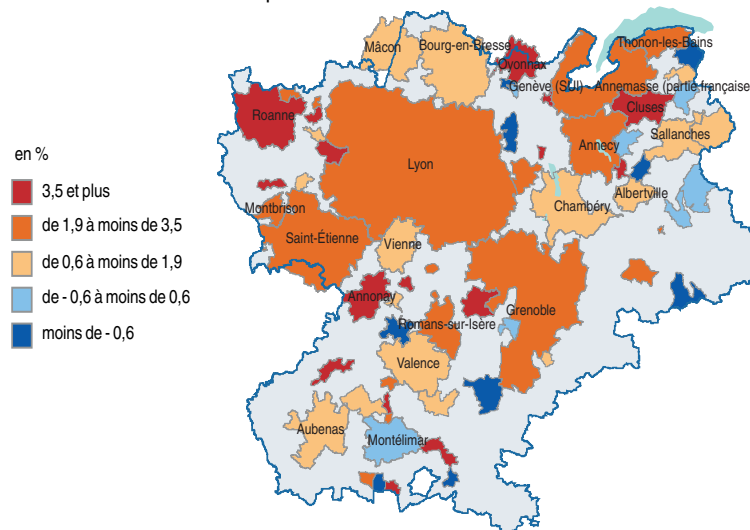
fortement frappé par la désindustrialisation (un quart de l'emploi industriel a été détruit). La seconde subit d'importantes pertes industrielles (- 13 %) qui ne sont pas compensées par la création d'emplois dans le tertiaire. À l'extrême sud, Aubenas, tournée vers les services, connaît une augmentation de + 2,0 % de l'emploi et une faible baisse des emplois industriels.

### Savoie : des aires dynamiques, mais aussi de petits espaces en grave crise industrielle

Au nord de l'axe Lyon-Grenoble, l'espace savoyard (Annecy, Chambéry, Annemasse) manifeste un dynamisme économique certain. Ces trois aires se caractérisent par une augmentation globale de l'emploi entre 2006 et 2011 (respectivement + 5,5 %, + 6,4 % et + 8,2 %). Annecy connaît la crise du secteur industriel (- 14 %), mais la construction et surtout le tertiaire y sont particulièrement

### 4 La part de l'emploi tertiaire augmente dans presque tous les territoires

Évolution de l'emploi tertiaire entre 2006 et 2011



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011

<sup>1</sup> Gentrification : modification de la structure de population au bénéfice des catégories sociales supérieures.

## La crise dans les territoires à travers le recensement

Pour la première fois depuis la mise en place des enquêtes annuelles de recensement, les résultats de deux millésimes de recensement peuvent être comparés directement à l'aune des cinq années écoulées entre 2006 et 2011 (cf. Sources). Ces deux années de comparaison, intégrant la survenue de la crise économique de 2008, permettent ainsi de mesurer les effets de cette crise en scrutant l'évolution de la population active, de l'emploi, voire du chômage. L'imprécision liée au caractère déclaratif de ce dernier dans les enquêtes de recensement en interdit cependant une analyse poussée : le chômage au sens du recensement ne correspond pas tout à fait à celui utilisé habituellement et correspondant à la définition du Bureau international du travail (BIT). Il permet néanmoins de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin. Cette étude est centrée sur les actifs de 25 à 54 ans afin de mesurer l'impact de la crise sur le "noyau dur" de la population active, à des âges où la très grande majorité des personnes sont en emploi ou en recherche d'emploi. On analyse ainsi les effets directs de la crise sur l'activité.

L'approche territoriale choisie est celle du zonage en aires urbaines : celles-ci constituent les zones d'influence des villes en termes d'emplois, au sens de l'unité urbaine (agglomération) cf. Définitions.

dynamiques. La situation est similaire à Annemasse où le tertiaire est porté par la proximité de Genève et par un très fort dynamisme démographique. Chambéry, dont la structure est moins industrielle, perd peu d'emplois dans ce secteur (- 3,5 %) et connaît une forte hausse dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale (+ 11 %). Comme à Lyon ou à Grenoble, on observe à Annecy des processus de "gentrification". La part des cadres est importante (20 %) et elle augmente fortement (+ 2,2 points), tandis que le poids des ouvriers baisse dans des proportions similaires (passant de 20,4 % à 18,0 %). Ces phénomènes sont, en revanche, peu présents à Chambéry.

D'autres aires urbaines de l'espace savoyard connaissent des difficultés : à

Cluses, les effectifs industriels diminuent de - 22 %, entraînant une baisse de l'emploi global de - 3,8 %. Saint-Jean-de-Maurienne, est dans une configuration analogue : forte baisse de l'industrie, et des pertes d'emplois même dans le secteur tertiaire. À Bourg-en-Bresse, les évolutions s'avèrent plus mesurées. La démographie des 25-54 ans manifeste un dynamisme limité (+ 1,3 %). L'emploi total augmente dans des proportions analogues (+ 1,7 %), grâce notamment à la construction (+ 8,2 %). La baisse des effectifs industriels est relativement contenue (- 7,5 %), tout comme les hausses dans le tertiaire. Entre 2006 et 2011, le chômage des 25-54 ans progresse, passant de 5,8 % à 8,2 %. La population active change peu dans sa structure : la part des cadres reste faible (elle est de 12 % en 2011), celle des ouvriers

est restée pratiquement inchangée (autour de 25 %).

À l'est de Bourg-en-Bresse, Oyonnax, dont le tissu industriel est très spécialisé (plasturgie), subit une forte déprise de l'emploi. Un cinquième des effectifs industriels ont disparu. Mais les destructions touchent en fait tous les secteurs (hormis l'agriculture) : au total, l'aire d'Oyonnax a perdu 10 % de ses emplois entre 2006 et 2011. ■

## C hamp de l'étude

Dans cette étude, on se limite au champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine. Cette catégorie d'âge, qui concentre la grande majorité de population active, a été retenue dans les études régionales similaires et dans l'Insee Première, de façon à permettre des comparaisons.

## S ources

Les résultats sont issus des recensements de la population de 2006 et de 2011.

La méthode de recensement de la population a été rénovée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 (RP 2006) a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du RP 2011, qui cumule celles de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes.

Les résultats sur le chômage ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT). Ils permettent cependant de mesurer les évolutions et de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin.

Par conséquent, la part des personnes se déclarant au chômage issue du recensement de la population, ne correspond pas exactement au taux de chômage au sens du BIT.

## D éfinitions

**Aire urbaine ou "grande aire urbaine"** : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

De la même façon sont définies les **moyennes aires** (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les **communes isolées, hors influence des pôles**.

**Métropolisation** : processus de renforcement de la puissance des grandes métropoles par l'accroissement de la population, de la densité des réseaux de communication, de la concentration d'organismes de commandement (économique, politique, culturel...) et des fonctions tertiaires supérieures. Elle conduit à des recompositions territoriales, tant au plan interne des ensembles urbains concernés que sur celui de leurs relations externes.

## P our en savoir plus

- "En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise", Insee Première n° 1503, juin 2014.
- "Rhône-Alpes : des salaires élevés, mais d'importantes disparités entre salariés et entre territoires", Insee Rhône-Alpes, La Lettre Analyses n° 229, avril 2014.
- "Lyon et Grenoble : deux profils métropolitains différents", Insee Rhône-Alpes, La Lettre Analyses n° 206, septembre 2013.
- "La crise économique creuse les écarts de niveaux de vie en Rhône-Alpes", Insee Rhône-Alpes, La Lettre Analyses n° 197, juin 2013.



### Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184  
69401 Lyon cedex 03

### Directeur de la publication :

Pascal Oger

### Rédacteur en chef :

Thierry Geay

ISSN : en cours

© Insee 2014